

Les clés du fiasco qui a conduit au génocide Rwanda : la France est-elle coupable ?

François Schlosser

Le Nouvel Observateur, 30 juin 1994

Voici les principales questions que l'on peut se poser sur l'origine de l'intervention française au Rwanda et sur les raisons qui ont amené Paris à partager, indirectement, la responsabilité du naufrage de tout un pays.

Pourquoi la France est-elle intervenue dans cette guerre civile opposant le régime de Kigali à ses adversaires politiques ?

Au lendemain de l'indépendance du Rwanda, la France y a pris le relais des Belges. A partir de 1973, les régimes français successifs ont soutenu et armé la dictature du clan Habyarimana à Kigali. Cet aveuglement ne peut pas se comprendre si l'on n'a pas présent à l'esprit la perversion affairiste de la politique africaine de la France depuis bientôt trente ans. Cette partie de la politique extérieure échappe à tout contrôle démocratique. Elle est accaparée par des réseaux d'intérêts où s'entremêlent des hommes politiques de tous les

partis et des responsables de grandes entreprises privées. Le système fonctionne dans la semi-clandestinité, sur le mode du copinage et de la corruption (1). L'impunité est garantie : aucun parti ne dénonce ce Monopoly dans lequel ils sont presque tous gagnants.

C'est la raison pour laquelle aucun des grands « présidents-bunkers » de l'Afrique francophone, ces dictateurs indéboulinables du Cameroun, du Zaïre, du Togo ou du Rwanda, pour ne citer que ceux-là, ne s'est vraiment affolé quand François Mitterrand a introduit au sommet de La Baule, en 1990, un timide appel à la démocratie. Chacun de ces présidents a ses entrées particulières à l'Elysée, dont l'Afrique, depuis le général de Gaulle et pour tous les présidents successifs, est le domaine réservé. Juvenal Habyarimana, entre autres, se flattait d'être l'ami personnel du chef de l'Etat français.

La vague de démocratisation a été rapidement jugulée dans la plupart des pays. Sauf au Rwanda, où il y avait une opposition solidement organisée sur les frontières du pays. En 1990, le régime dictatorial de Kigali a failli être renversé une première fois par l'action armée du FPR. Paris n'a pas hésité : on a soutenu le gouvernement en place. Un dictateur francophone, bon catholique et bien tenu sous contrôle, paraissait plus fiable que des exilés, devenus anglophones pendant leur long séjour en Ouganda, et qu'aucun lien de copinage ni de corruption ne liait aux réseaux parisiens.

François Schlosser

Le Nouvel Observateur